

Impacts et séquelles de la crise au Mali: psychologiques, économiques, et tenaces

Dépêche No. 190 Afrobaromètre | Massa Coulibaly et Moussa Coulibaly

Résumé

Depuis l'attaque par les rebelles touaregs et le coup d'état de 2012, le Mali a sombré dans des conflits et une crise qui perdurent jusqu'à ce jour. Malgré le retour du pouvoir aux civils, l'élection d'Ibrahim Boubacar Keita en août 2013, et l'implication de forces internationales, la crise a fait beaucoup de victimes, avec l'instauration pendant plusieurs mois de la chariah dans le Nord et la multiplication de groupes rebelles favorisée par le flux d'armes causé par la crise libyenne.

Si aujourd'hui le pouvoir en place se prépare pour l'organisation de la prochaine présidentielle, sur le terrain, le conflit et ses effets se font encore ressentir, malgré la présence de la Minusma des Nations Unies et la force française Barkhane aux côtés des Forces Armées Maliennes (FAMA) et des groupes locaux d'autodéfense.

Les résultats les plus récents des enquêtes Afrobaromètre donnent un aperçu des impacts directs et des séquelles de cette crise: abandon de maisons, destruction des affaires, perte d'emploi ou changement d'occupation, intimidations ou menaces, témoignages de blessures et de tueries. Toutes ces exactions ont majoritairement affecté les populations des trois régions du Nord, mais toutes ont aussi été vécues par des proportions importantes à travers le pays.

Globalement, les résultats de l'enquête montrent une inquiétude au sein de la population quant à l'unicité du territoire. Cependant, la grande majorité pensent que les FAMA peuvent aider le Mali à recouvrer son intégrité territoriale et son unité nationale – même si elles ont besoin de plus de formation et d'un meilleur équipement.

L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes en Afrique. Six séries d'enquêtes ont été conduites dans 37 pays africains entre 1999 et 2016, et le Round 7 (2016/2017) est actuellement en cours. Afrobaromètre réalise des entretiens face-à-face dans la langue choisie par les répondants avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobaromètre au Mali, dirigée par GREAT (Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique), a interviewé 1,200 adultes Maliens en janvier 2017. Un échantillon de cette taille donne des résultats au niveau pays avec une marge d'erreur de +/- 2 ou 3% à un niveau de confiance de 95%. Conformément à leur proportion de la population totale du Mali, les échantillons de petites dimensions dans les régions faiblement peuplées de Kidal, Gao, et Tombouctou produisent des résultats dont les marges d'erreur sont très importantes. Les résultats devront être considérés strictement suggestifs, surtout à Kidal.

Résultats clés

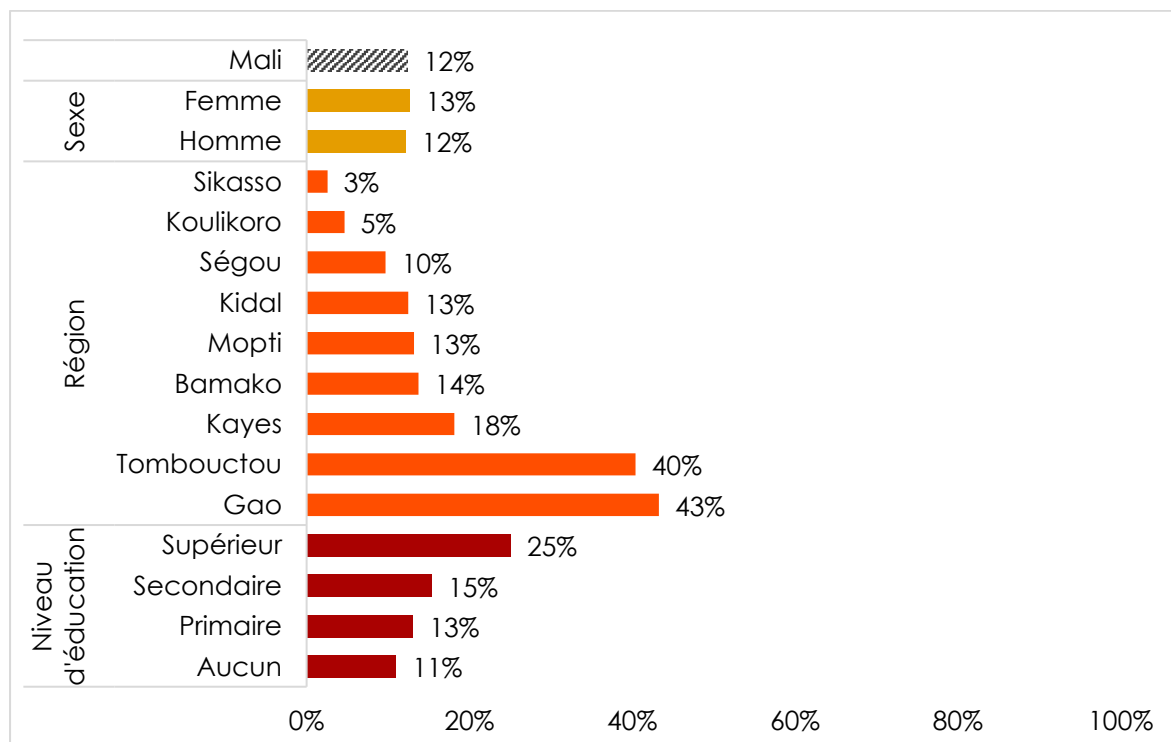
- Un Malien sur huit (12%) a abandonné sa maison pour d'autres lieux au Mali, pendant que 6% ont totalement quitté le Mali pour ailleurs. Dans la région de Kidal, la moitié de la population est sortie du pays pendant la crise.

- Environ un Malien sur huit a vu ses affaires se détruire ou se fermer, a perdu son emploi, et/ou a changé d'occupation à cause de la crise. Dans les trois régions du Nord, ces effets ont touché la majorité de la population – jusqu'à 88% à Kidal.
- Plus d'un quart (26%) des Maliens ont été psychologiquement atteints par les effets de la crise – soit en ayant subi des intimidations ou menaces (22%), soit en ayant été témoins de blessures ou de tueries (15%). Dans la région de Kidal, c'est 100% de la population qui ont vécu ces impacts psychologiques.
- Un Malien sur 10 (10%) déclare avoir pris en charge un déplacé de la crise et du conflit du Nord. Gao a plus pris en charge des déplacés que les autres régions. Malgré le niveau élevé de l'insécurité à Kidal, plus d'une personne sur 10 se sont occupées de leurs compatriotes déplacés.
- Le désespoir touche beaucoup, car 38% des Maliens pensent que comme séquelle de la crise, le Mali sera amputé d'une partie de son territoire. Cependant, 94% de la population estiment que les FAMA peuvent aider le Mali à recouvrer son intégrité territoriale et le protéger contre des menaces internes et externes.

Le Nord Mali se vide au Sud et au-delà

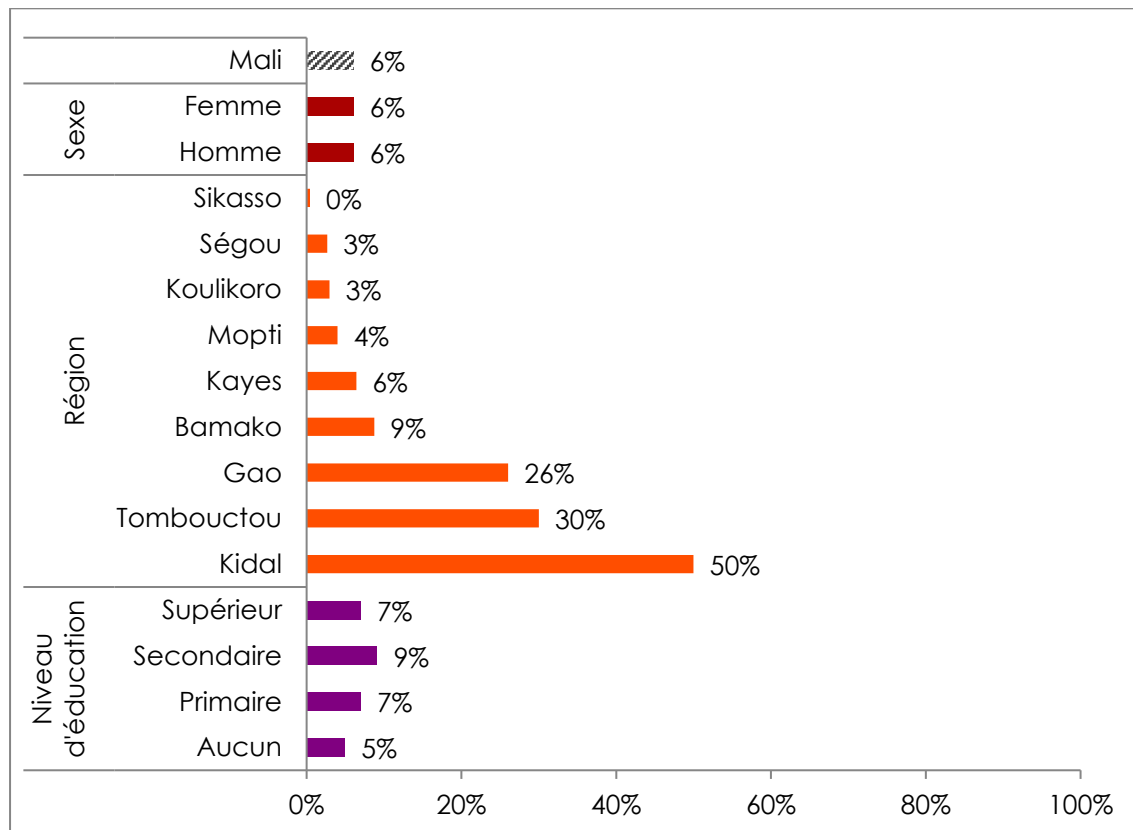
A cause de la crise et du conflit du Nord, beaucoup de Maliens ont abandonné leur maison. Un citoyen sur huit (12%) est parti pour d'autres lieux du Mali, et 6% ont quitté le pays. Les trois régions du Nord sont les plus frappées par cet abandon de maison. A Gao et Tombouctou, quatre personnes sur 10 se sont déplacées vers les régions du Sud (Figure 1). Pire, la région de Kidal s'est vidée de la moitié (50%) de sa population – au moins temporairement – vers les pays voisins (Figure 2).

Figure 1: Les déplacés de la crise à l'intérieur du Mali | par sexe, région, et niveau d'éducation | Mali | 2017



La question posée aux répondants: S'il vous plaît, dites-moi si vous personnellement ou des membres de votre famille avez été affectés par la crise et le conflit du Nord, d'une des manières suivantes: Abandon de maison pour d'autres lieux du Mali? (% de ceux qui répondent « oui »)

Figure 2: Déplacés de la crise à l'extérieur du Mali | par région et par sexe | Mali
 | 2017



La question posée aux répondants: *S'il vous plaît, dites-moi si vous personnellement ou des membres de votre famille avez été affectés par la crise et le conflit du Nord, d'une des manières suivantes: Abandon de maison pour d'autres lieux hors du Mali? (% de ceux qui répondent « oui »)*

Les résultats de cette enquête n'ont pas affiché d'effet genre sur les abandons que ce soit à l'intérieur ou l'extérieur du Mali. En faisant une analyse selon le niveau d'éducation, les résultats montrent que les plus éduqués (niveau supérieur) sont les plus nombreux à se déplacer mais à l'intérieur du Mali.

Le Nord a connu des exactions plus que partout ailleurs

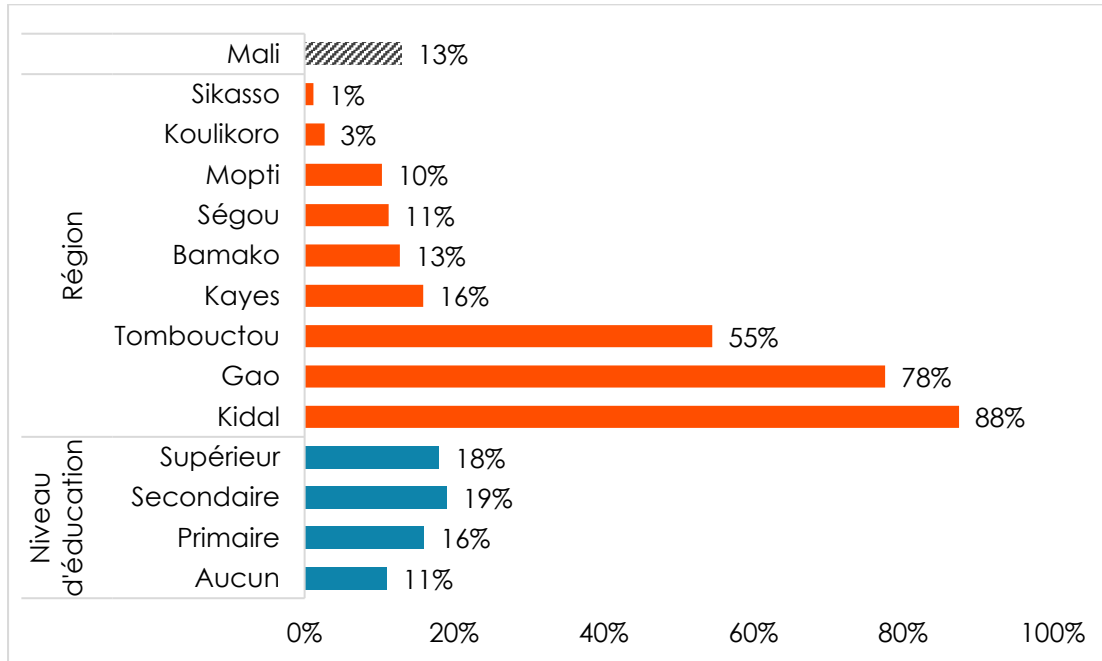
S'agissant des exactions qu'a subies la population, les résultats de l'enquête attestent que dans toutes les trois régions du Nord, les gens ont non seulement majoritairement été affectés par la destruction de leurs affaires, mais aussi par la perte d'emploi ou le changement d'occupation. Globalement, ces exactions ont touché environ un Malien sur huit (12%-14%).

La destruction des affaires due à la crise a touché 88% des résidents de Kidal, 78% de Gao, et 55% de Tombouctou, mais n'a presque pas affecté les régions de Sikasso et Koulikoro (Figure 3).

Des proportions du même ordre ont perdu leur emploi ou dû changer d'occupation à cause de la crise: 88% à Kidal, 57% et 42% à Tombouctou, 54% et 62% à Gao (Figure 4).

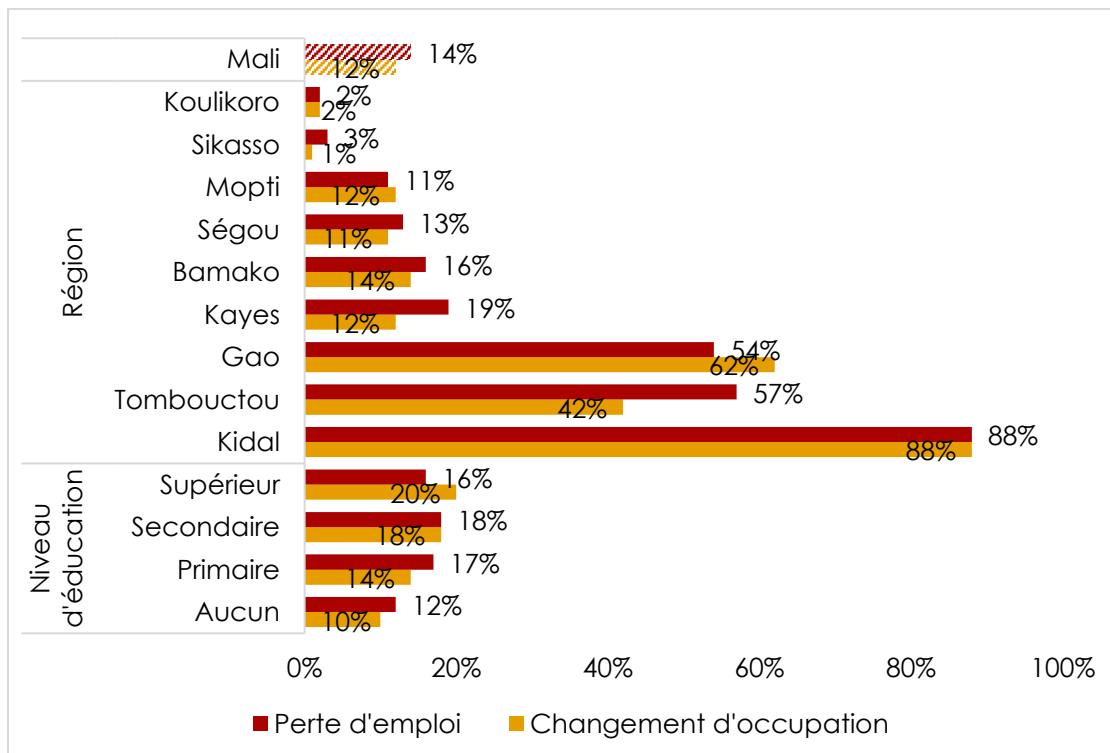
Selon le niveau d'éducation, les personnes ayant un niveau secondaire ou post-secondaire sont les plus touchées par la destruction des affaires, la perte d'emploi, et le changement d'occupation, soit environ une personne sur cinq.

Figure 3: Destruction des affaires | par région et niveau d'éducation | Mali | 2017



La question posée aux répondants: S'il vous plaît, dites-moi si vous personnellement ou des membres de votre famille avez été affectés par la crise et le conflit du Nord, d'une des manières suivantes: Destruction ou fermeture des affaires?(% de ceux qui répondent « oui »)

Figure 4: Perte d'emploi et changement d'occupation | par région et niveau d'éducation | Mali | 2017



La question posée aux répondants: S'il vous plaît, dites-moi si vous personnellement ou des membres de votre famille avez été affectés par la crise et le conflit du Nord, d'une des manières suivantes: Perte d'emploi? Changer d'occupation à cause du conflit? (% de ceux qui répondent « oui »)

Impacts psychologiques

Globalement, plus d'un quart (26%) des Maliens ont été psychologiquement atteints par les effets de la crise – soit par des intimidations ou par avoir témoigné de blessures ou de tueries.

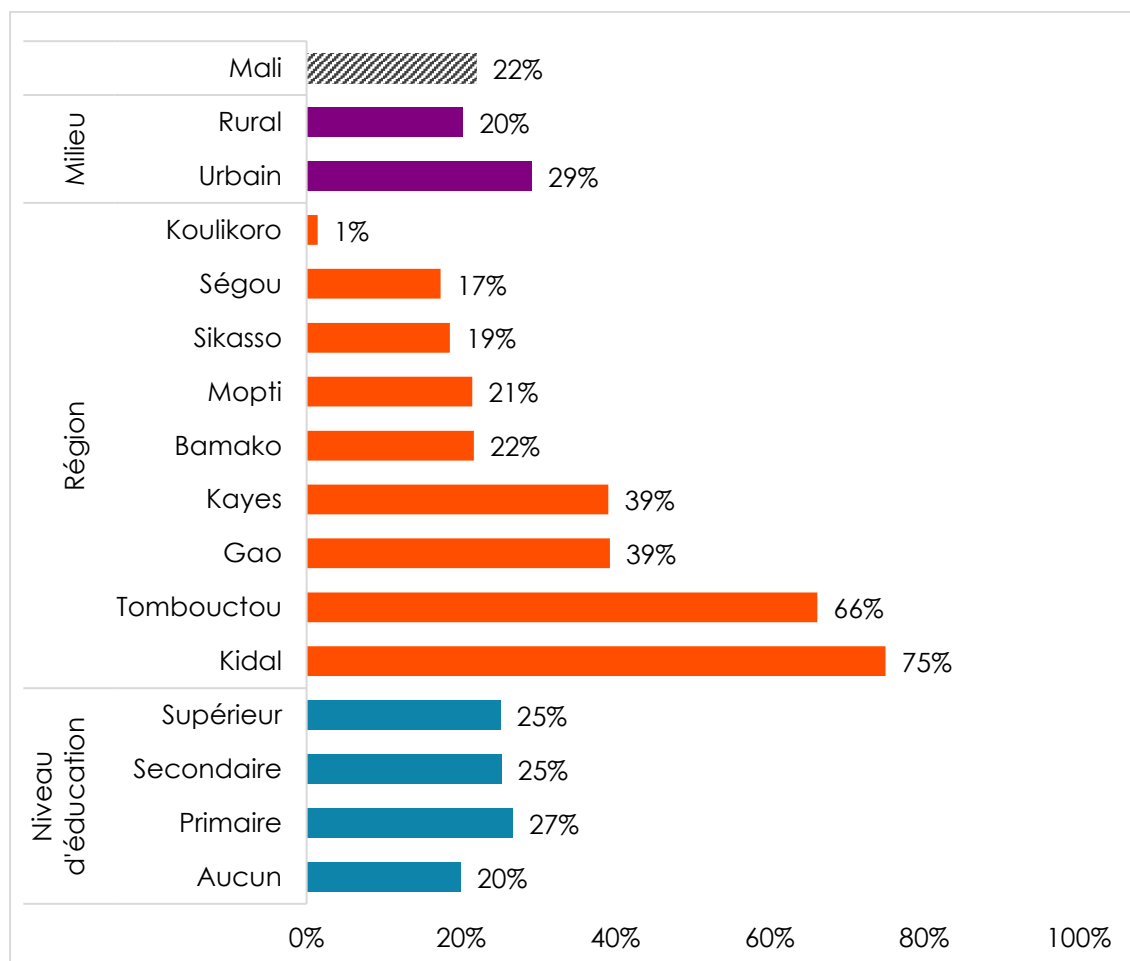
Plus d'un Malien sur cinq (22%) ont subi des intimidations ou menaces, y compris la majorité dans la région de Kidal (75%) et Tombouctou (66%), ainsi que 39% dans les régions de Gao et Kayes (Figure 5).

Un Malien sur sept (15%) a été témoin de blessures ou de tueries, dont 100% de la population de la région de Kidal (Figure 6).

A Bamako, à peu près les mêmes proportions qu'au niveau national rapportent ces impacts. Cependant, à Koulikoro, presque personne ne se déclare victime d'intimidations ou de menaces encore moins témoin de tueries.

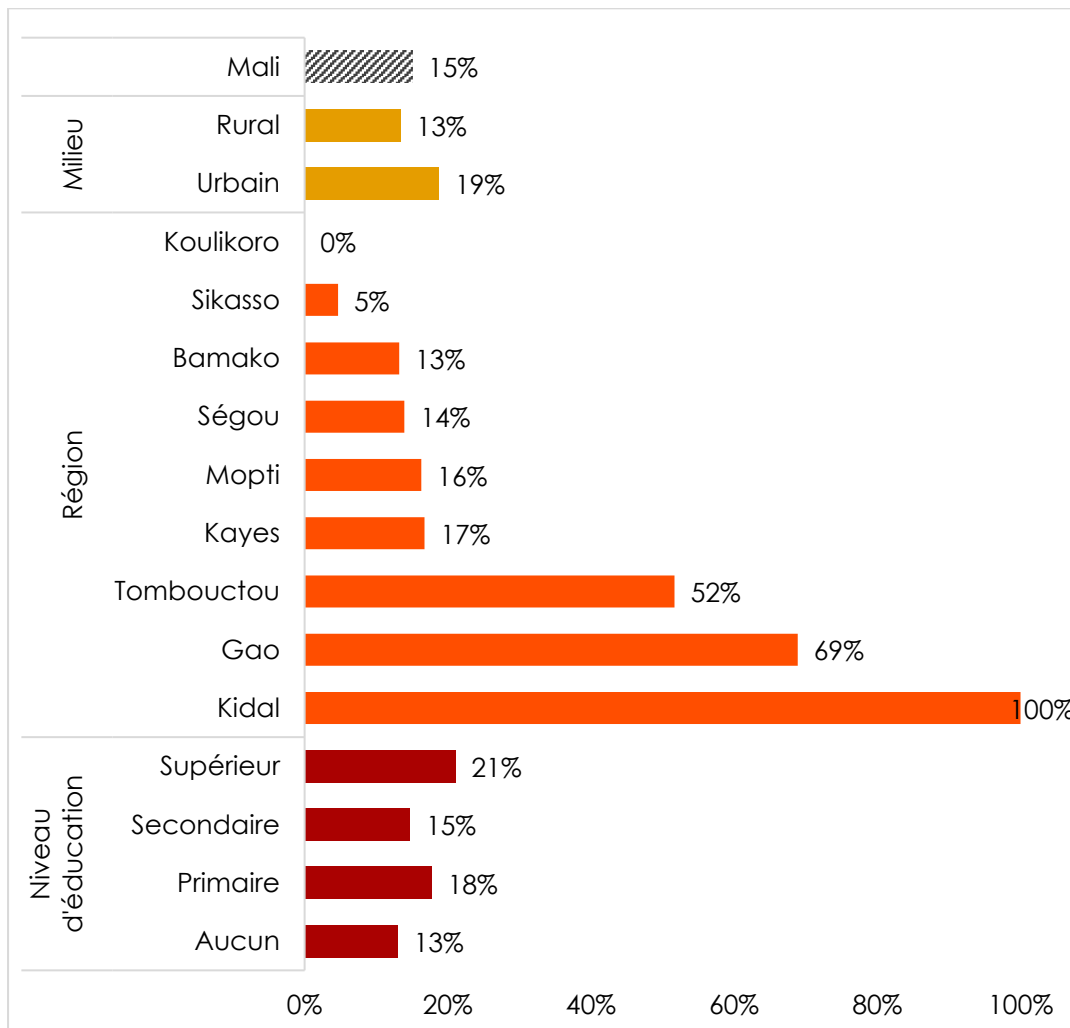
L'effet genre par rapport aux intimidations/menaces ou aux témoignages de blessures/tueries est presque nul, mais c'est dans le milieu urbain que ces impacts ont été plus ressentis que dans le milieu rural.

Figure 5: Victime d'intimidation sous de menaces | par milieu, région, et niveau d'éducation | Mali | 2017



Question posée aux répondants: *S'il vous plait, dites-moi si vous personnellement ou des membres de votre famille avez été affectés par la crise et le conflit du Nord, d'une des manières suivantes: Intimidation ou menace? (% de ceux qui répondent « oui »)*

Figure 6: Témoin de blessures/tueries | par milieu, région, et niveau d'éducation
 | Mali | 2017



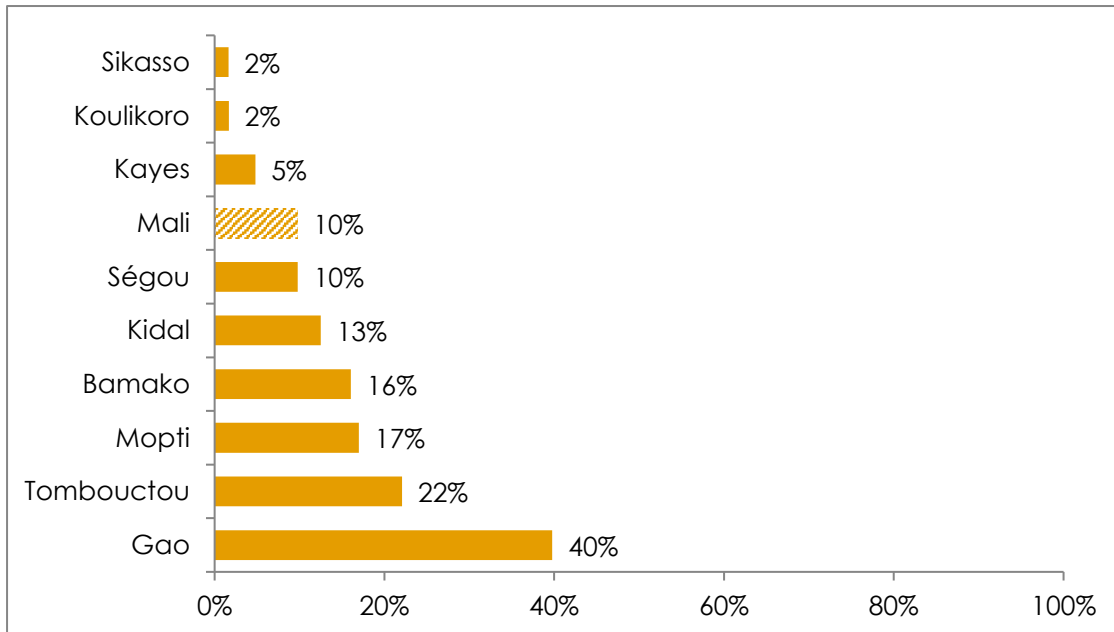
Question posée aux répondants: S'il vous plaît, dites-moi si vous personnellement ou des membres de votre famille avez été affectés par la crise et le conflit du Nord, d'une des manières suivantes: Témoin de blessures ou tueries? (% de ceux qui répondent « oui »)

Prise en charge des déplacés

Un Malien sur 10 (10%) déclare avoir pris en charge un déplacé de la crise et du conflit du Nord. Gao a plus pris en charge des déplacés que Tombouctou (22%), Mopti (17%), Bamako (16%), et Kidal (13%) (Figure 7).

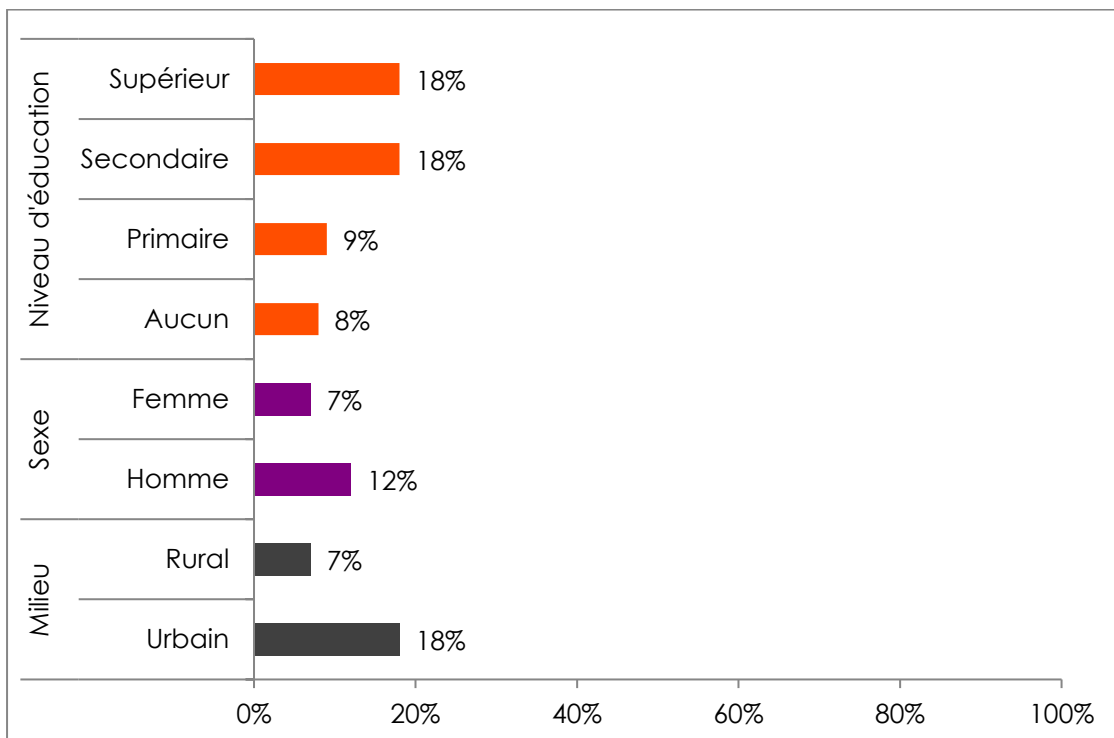
Les urbains (18%) sont plus que le double des ruraux (7%) à prendre les déplacés en charge (Figure 8). Selon le sexe, les hommes sont un peu moins du double des femmes à s'occuper des déplacés. Les plus éduqués (niveaux secondaire et supérieur) sont plus nombreux à faire cette œuvre de charité.

Figure 7: Prise en charge des déplacés | par région | Mali | 2017



Question posée aux répondants: S'il vous plaît, dites-moi si vous personnellement ou des membres de votre famille avez été affectés par la crise et le conflit du Nord, d'une des manières suivantes: Prendre en charge des déplacés ? (% de ceux qui répondent « oui »)

Figure 8: Prise en charge des déplacés | par niveau d'éducation, sexe, et milieu | Mali | 2017



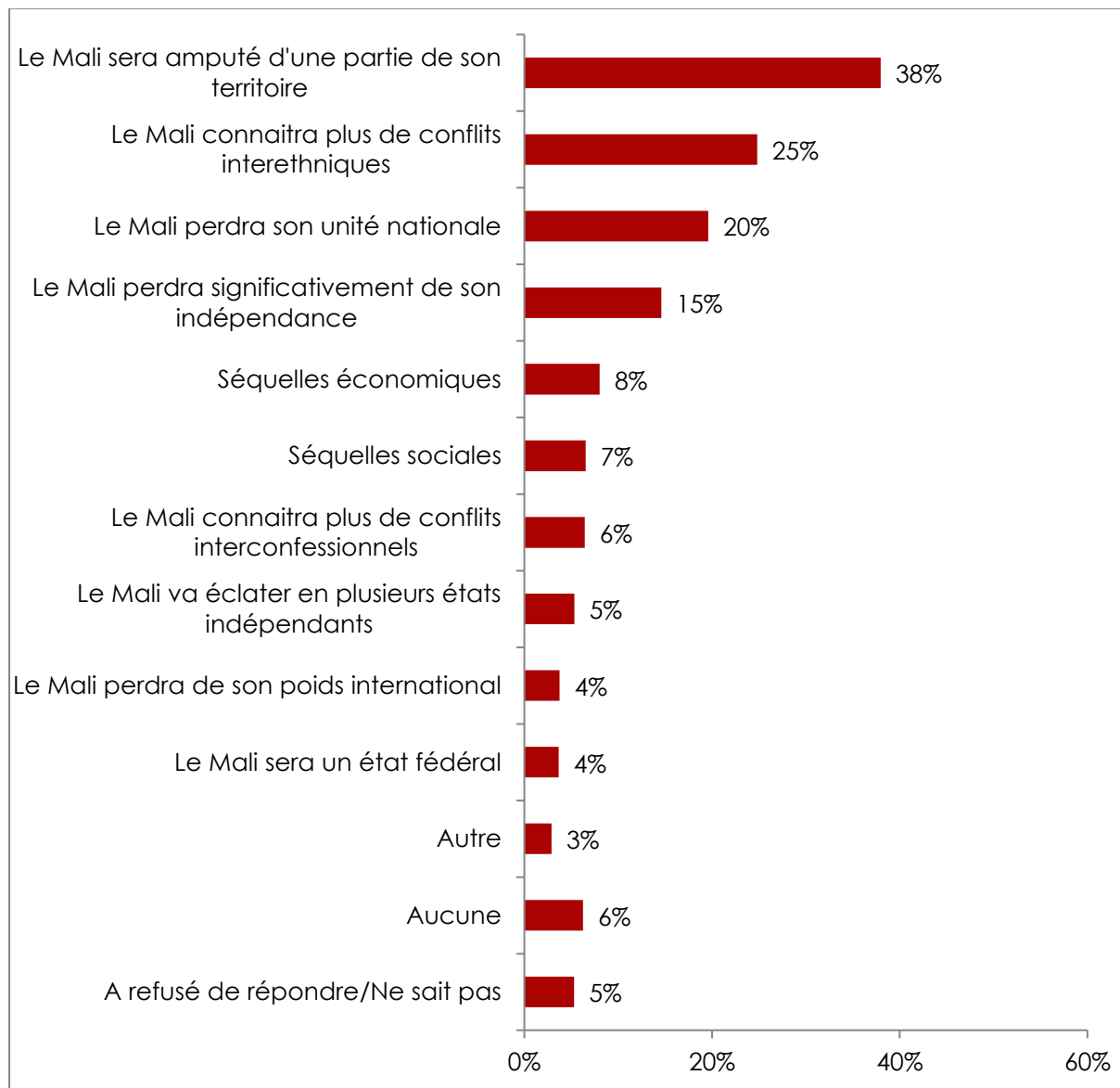
Question posée aux répondants: S'il vous plaît, dites-moi si vous personnellement ou des membres de votre famille avez été affectés par la crise et le conflit du Nord, d'une des manières suivantes: Prendre en charge des déplacés? (% de ceux qui répondent « oui »)

Séquelles de la crise sur le Mali

Le désespoir est grand, car presque quatre Maliens sur 10 (38%) pensent qu'à la suite de la crise, le Mali sera amputé d'une partie de son territoire (Figure 9). En plus, 25% pensent que le Mali connaîtra davantage de conflits interethniques, et 20% pensent que le Mali perdra son unité nationale. Seul 6% affirment qu'il n'y aura « aucune » séquelle de la crise.

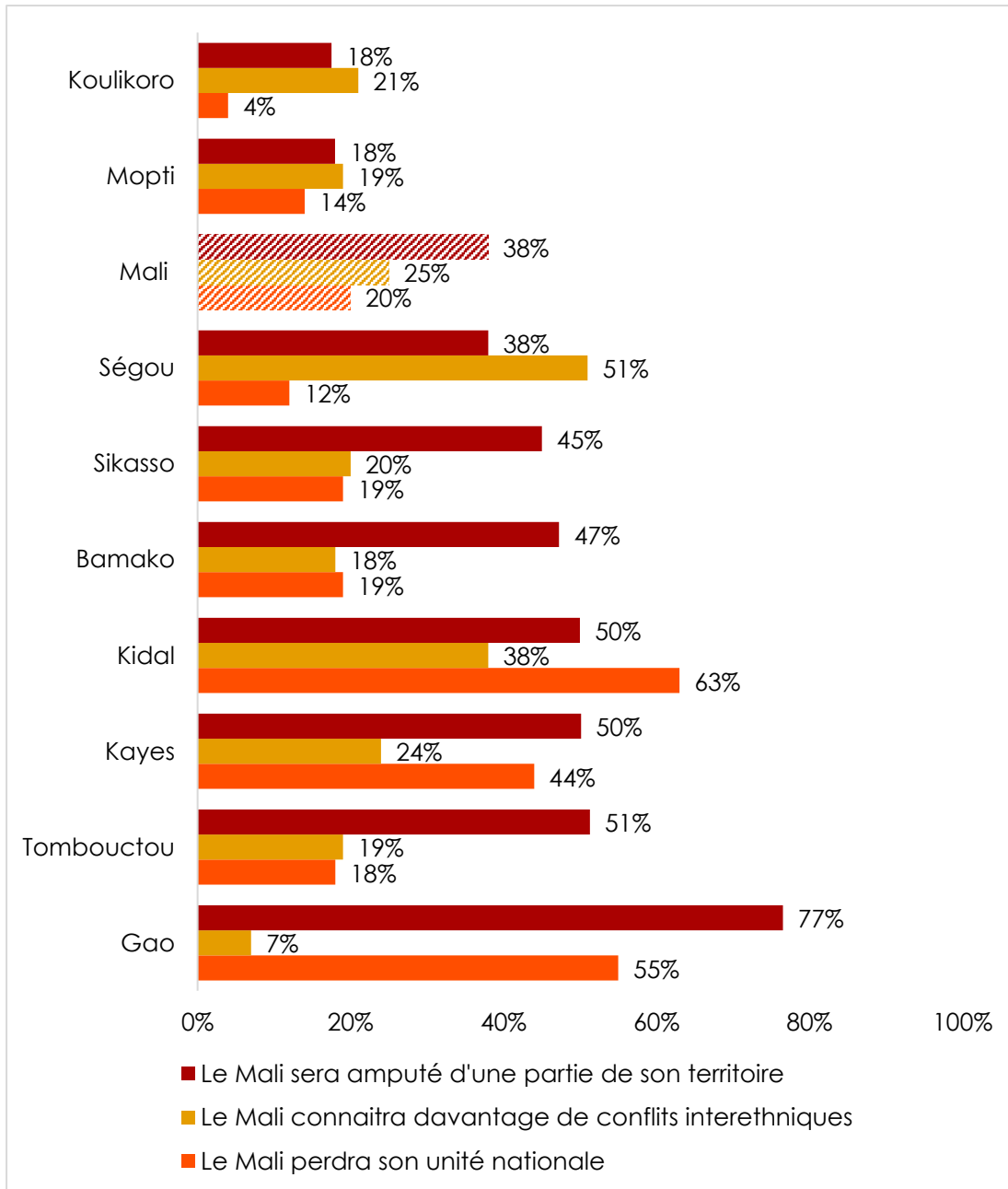
En plus des trois régions du Nord, la région de Kayes entrevoit majoritairement (50%) l'amputation du Mali d'une partie de son territoire (Figure 10).

Figure 9: Les séquelles de la crise et du conflit du Nord sur le Mali | Mali | 2017



Question posée aux répondants: Quelles pourraient être, selon vous, les séquelles de la crise et du conflit du Nord sur le Mali? (NB: Chaque répondant pouvait donner jusqu'à deux réponses, ce qui explique pourquoi le total surpasse 100%.)

Figure 10: Séquelles de la crise et du conflit sur le Mali | par région | Mali | 2017

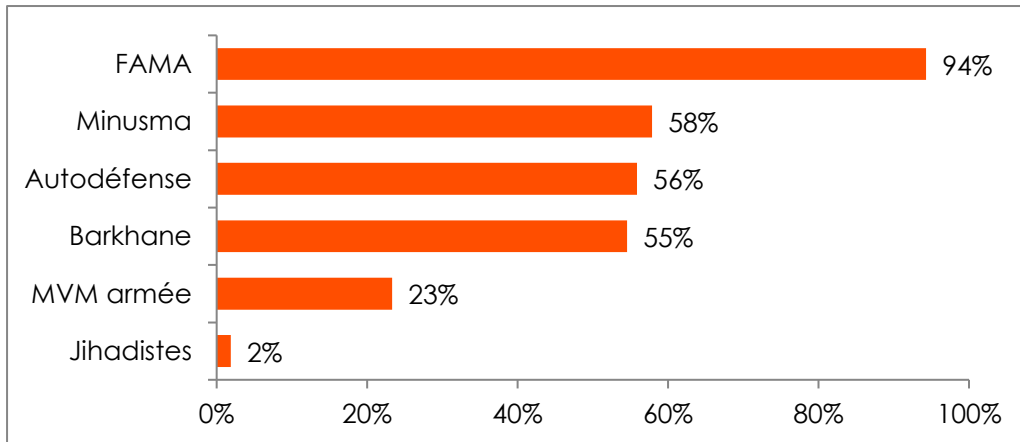


Question posée aux répondants: Quelles pourraient être, selon vous, les séquelles de la crise et du conflit du Nord sur le Mali? (NB: Chaque répondant pouvait donner jusqu'à deux réponses, ce qui explique pourquoi les totales régionales peuvent dépasser 100%.)

Les FAMA sont bien cotées pour sauver l'unicité du Mali

Les Maliens sont presque unanimes (94%) à penser que les Forces Armées Maliennes (FAMA) sont « quelque peu utiles » ou « beaucoup utiles » pour aider le Mali à recouvrer son intégrité territoriale (Figure 11). Majoritairement, les Maliens pensent aussi que la Minusma, la Force Barkhane, et l'Autodéfense peuvent être utiles pour le Mali afin qu'il recouvre son intégralité territoriale.

Figure 11: L'utilité des forces à recouvrer l'intégralité du Mali | Mali | 2017

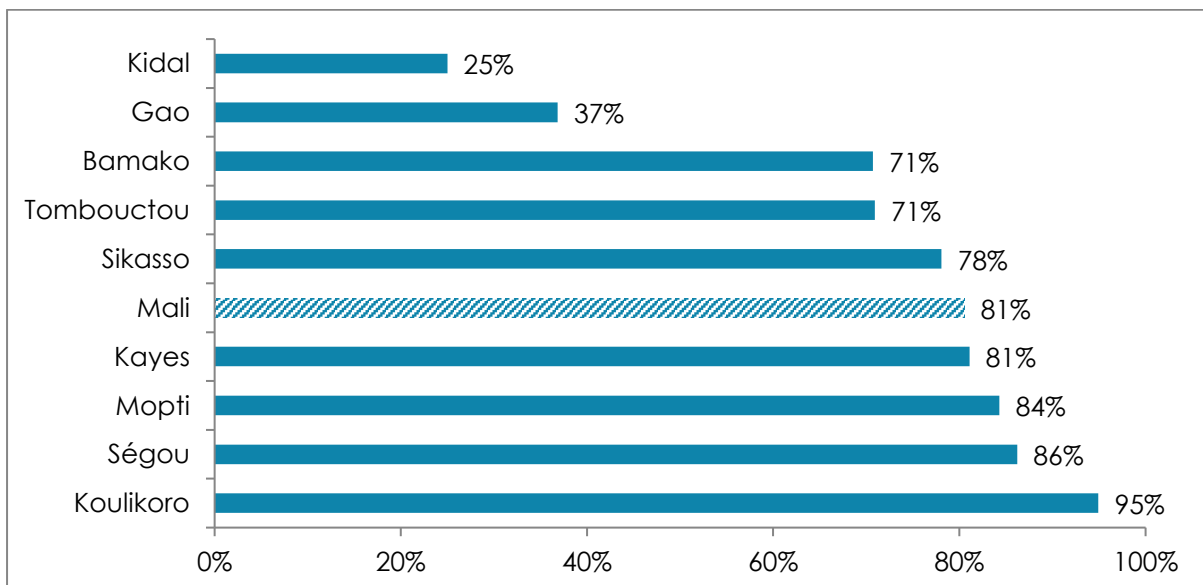


Question posée aux répondants: A votre avis, combien les forces suivantes sont-elles utiles pour aider le Mali à recouvrer son intégrité territoriale et son unité nationale, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (% de ceux qui répondent « quelque peu utile » ou « beaucoup utile »)

De même, huit Maliens sur 10 (81%) affirment que les FAMA protègent « souvent » ou « toujours » le pays de menaces sécuritaires internes et externes. Cet avis est beaucoup plus partagé dans les régions de Koulikoro (95%), Ségou (86%), Mopti (84%), et Kayes (81%) que dans celles de Kidal (25%) et Gao (37%) (Figure 12).

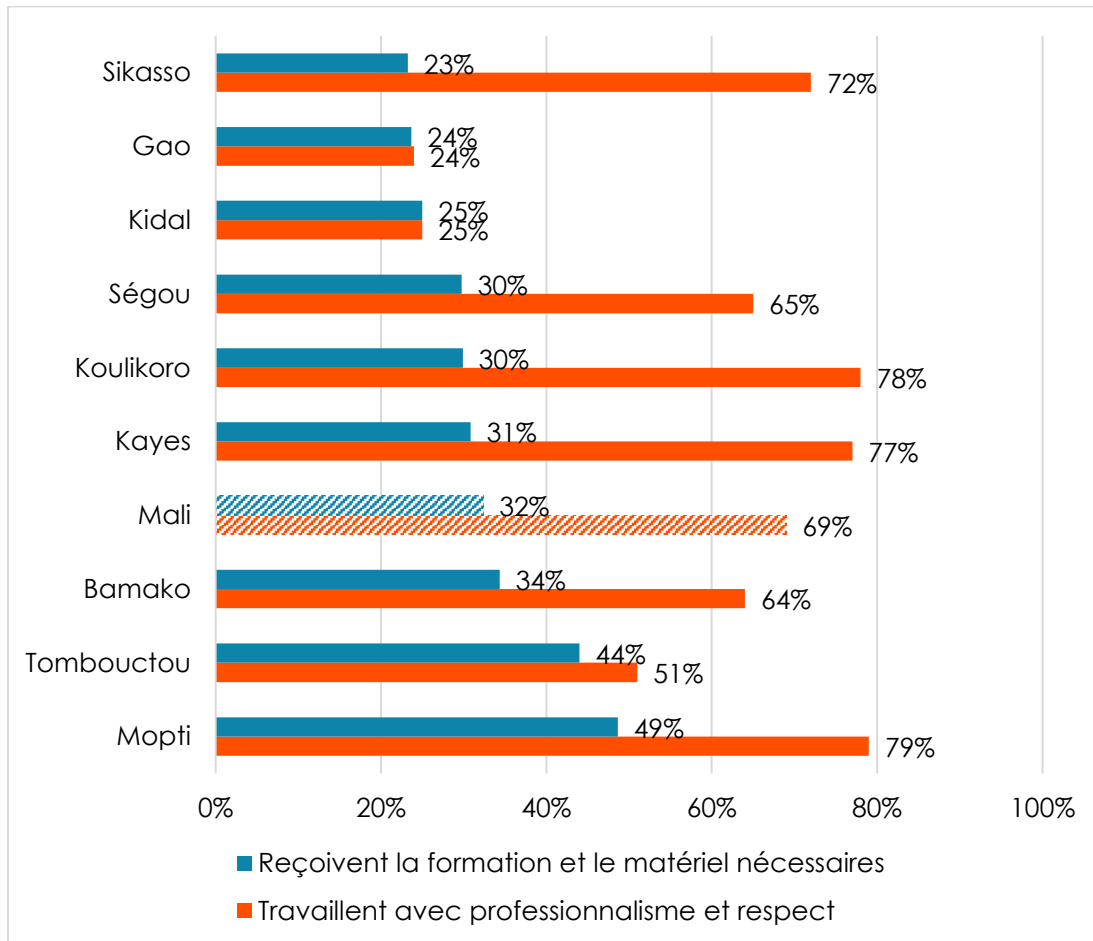
Deux-tiers (69%) des Maliens pensent que les FAMA « souvent » ou « toujours » travaillent avec professionnalisme et respectent les droits de tous les citoyens, mais juste un quart sont d'accord avec cet avis dans les régions de Gao (24%) et Kidal (25%) (Figure 13). En plus, seul un tiers (32%) des Maliens pensent que les FAMA reçoivent « souvent » ou « toujours » la formation et le matériel nécessaires pour être efficaces.

Figure 12: Les FAMA protègent le pays contre les menaces internes et externes | par région | Mali | 2017



Question posée aux répondants: A votre avis, à quel point les Forces Armées du Mali protègent-elles notre pays de menaces sécuritaires internes et externes? (% de ceux qui répondent « souvent » ou « toujours »)

Figure 13: Perceptions des capacités et du comportement des FAMA | Mali | 2017



Questions posées aux répondants: A votre avis, à quel point les Forces Armées du Mali:

- Reçoivent-elles la formation et le matériel nécessaires pour être efficaces?
- Travaillent-elles avec professionnalisme et respectent-elles les droits de tous les citoyens?

(% de ceux qui répondent « souvent » ou « toujours »)

Conclusions

Il est temps de s'alarmer pour la perte d'espoir des Maliens par rapport à l'amputation éventuelle du Mali d'une partie de son territoire. La dégradation de l'atmosphère économique à travers la destruction ou fermeture des affaires, la perte des emplois, et le changement d'occupation méritent aujourd'hui une réflexion poussée.

Aux yeux des Maliens, les FAMA sont et restent les seuls sauveurs du Mali de l'insécurité engendrée par la crise et le conflit du Nord. Cependant, la population souhaite qu'elles soient mieux formées et équipées.

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Massa Coulibaly est le directeur exécutif du Groupe de Recherche Appliquée et Théorique (GREAT) à Bamako, Mali. Email: massa@greatmali.net.

Moussa Coulibaly est chercheur à GREAT. Email: bamoussa@greatmali.net.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Le Round 7 d'Afrobaromètre a reçu le soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Bill & Melinda Gates, de l'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, du Département d'Etat des Etats-Unis, du National Endowment for Democracy, et de Transparency International.

Les donations aident Afrobaromètre à donner la parole aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contactez Aba Kittoe (akittoe@afrobarometer.org) pour discuter d'un financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 190 Afrobaromètre | 21 février 2018